

basée sur son interprétation de ce que nous faisons à la Chambre actuellement. De plus, nous n'admettons pas que cette publicité ait une relation directe avec ce qui est actuellement en discussion. Pour le moins, ce qui est certain, madame le Président, c'est qu'il n'y a rien d'incompatible avec la motion que la Chambre a adoptée à l'unanimité et qui a été présentée par le député d'Edmonton-Est (M. Yurko). Il n'y a absolument rien de contraire à ce que le Parlement ait déjà voté de façon unanime dans la publicité qui est faite.

M. Clark: Ce n'est pas vrai!

[Traduction]

M. Pinard: Avant que le très honorable député ne démente ce que je dis, qu'il me permette de répéter. Voici: dans les annonces que j'ai vues jusqu'ici—et j'en ai peut-être ratées quelques-unes, mais le chef de l'opposition ne m'a rien appris de nouveau—aucune n'allait à l'encontre du fond de la motion du député d'Edmonton-Est (M. Yurko), que la Chambre a approuvée à l'unanimité.

M. Clark: Lisez celles-ci et vous verrez les différences.

M. Pinard: Le chef de l'opposition n'est peut-être pas d'accord avec moi, mais de toute évidence je ne suis absolument pas d'accord moi-même avec son interprétation des faits. C'est bien la preuve qu'il s'agit essentiellement d'une question d'opinion et non d'une question de privilège.

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Madame le Président, je voudrais faire une intervention très courte à l'appui de mon chef et de sa position à propos de la question de privilège, qu'il a exposée avec compétence et clarté.

Le leader du gouvernement à la Chambre a tout simplement escamoté les points très précis soulevés par le chef de l'opposition. Ce dernier a expliqué que les publications distribuées par le gouvernement du Canada étaient fausses et inexactes et qu'elles donnaient une idée fautive de la position adoptée non pas par moi ou par le chef de l'opposition (M. Clark) mais par le gouvernement représenté par le cabinet à la Chambre. Je ne vois vraiment pas pourquoi le gouvernement ne veut pas comprendre ce simple argument: que les affirmations contenues dans ces publications sont fausses. Les députés d'en face devraient avoir le courage et la franchise de reconnaître que les déclarations figurant dans le document sont fausses.

Ceci dit, j'estime que les points auxquels Votre Honneur a fait allusion dans ses observations au sujet des questions soulevées jusqu'ici sont fort pertinents, car nous examinons en ce moment des initiatives qu'a prises le gouvernement du Canada au moyen d'un plan orchestré pour diffuser des messages et annonces d'information aux frais du trésor public sous l'égide du ministre d'État chargé du Multiculturalisme (M. Fleming).

Les députés d'en face prennent la parole pour affirmer tout bonnement qu'ils vont lancer une vaste et coûteuse campagne publicitaire dans le but de faire connaître aux Canadiens les idées du gouvernement fédéral et les leur faire mieux comprendre. Il se pourrait fort bien qu'à l'occasion de cette démarche, des membres du cabinet et le gouvernement lui-même prennent des mesures qui contribuent à présenter sous un faux jour, grâce à diverses manipulations de l'opinion publique, le point

Privilège—M. Clark

de vue de chacun des députés. Cela constitue une atteinte à mes droits de député, une atteinte à mes privilèges. Ce qui nous menace, c'est la perspective et le risque d'une présentation totalement erronée de ma position. Vous aurez l'ailleurs certainement l'occasion, madame le Président, de lire les publicités en question. Laisser le gouvernement libre d'agir ainsi et d'utiliser toutes les ressources à sa disposition, y compris le Trésor public, c'est laisser le champ libre à un gouvernement par la publicité et mettre fin au gouvernement responsable devant le Parlement.

● (1240)

M. Baker (Nepean-Carleton): Un gouvernement par Goldfarb.

M. Hnatyshyn: Je tiens simplement à répéter que la question de privilège soulevée par le chef de l'Opposition était tout à fait justifiée et en rapport avec la décision que vous avez rendue aujourd'hui même. Les représentants du gouvernement devraient prendre la parole et reconnaître que ces déclarations, comme le leur a fait remarquer le chef de l'Opposition, sont fausses. Je ne veux pas revenir là-dessus, mais j'aimerais dire simplement que cette manipulation des sondages d'opinion publique à laquelle se livre le gouvernement, enfreint mes droits de député et c'est une raison valable pour vous convaincre que ce faisant, le gouvernement porte atteinte à nos privilèges.

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président . . .

M. Ouellet: Dites-lui qu'il insulte le public canadien.

M. Fleming: Madame le Président, je vais essayer d'être bref mais il est important que je souligne certains points parce que le très honorable chef de l'Opposition (M. Clark), notamment, a dit hier et répété aujourd'hui que j'avais parait-il, par ma façon d'agir, défié ou insulté la présidence. C'est une chose que je ne ferais pas à cause du respect que j'ai pour cette institution et également du respect que j'éprouve pour vous en tant qu'occupant de ce fauteuil.

En accusant le gouvernement d'avoir défié la présidence parce que certaines annonces ont paru dans les journaux—et j'aimerais replacer ces annonces dans un juste contexte, et non pas les présenter sous un faux jour comme le fait le chef de l'Opposition—ce dernier nous a soupçonné de vous empêcher, madame le Président, de faire une évaluation objective du problème et de rendre votre décision aujourd'hui.

S'il en était ainsi, cela voudrait dire, il me semble, que le gouvernement devrait interrompre ses travaux, interrompre en fait le débat constitutionnel pendant que vous étudiez une question qui a rapport à la teneur même du débat constitutionnel. Où irions-nous s'il fallait que le gouvernement abandonne ses travaux, de même que ses responsabilités envers le peuple canadien, chaque fois que vous devez examiner des questions que vous n'avez pu trancher à la Chambre? Cela deviendrait un nouveau prétexte pour empêcher complètement le Parlement de fonctionner, quoique l'opposition ait prouvé ces derniers jours qu'elle peut très bien ralentir les travaux de la Chambre, uniquement en soulevant tout un tas de questions de ce genre.